

# L'ÉDITO

Béatrice Delvaux  
EDITORIALISTE EN CHEF

## UN MOMENT CRUCIAL POUR LA DÉMOCRATIE ET POUR L'EUROPE

**U**n moment important, un vote crucial : le Parlement européen, hier, n'a pas manqué à ses responsabilités. Le « oui » très largement majoritaire au lancement d'une procédure contre la Hongrie était d'une urgente nécessité pour réaffirmer les valeurs démocratiques

qui sont au cœur du projet européen et que le Premier ministre hongrois bafouait en toute impunité. C'est un rappel à l'ordre aussi adressé à tous les populistes, mais également « *aux hommes et femmes politiques des partis traditionnels qui seraient tentés d'user des mêmes arguments et des mêmes expressions* », épinglés ce mercredi par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker. C'est, enfin, un geste de soutien et de protection envers les citoyens de l'Union et, en particulier, la frange du peuple hongrois qui se

sent très seule face à un pouvoir liberticide. Avec ce vote, c'est une digue que les instances politiques du Parlement tentent d'interposer entre la démocratie et le populisme.

On l'aura attendue cette réaction ! Cela fait en effet huit ans que la dérive « Orban » est à l'œuvre, huit ans que le leader, dénoncé de tant de côtés, semblait intouchable, protégé par le PPE tout-puissant. Les grands noms des partis composant ce groupe politique européen s'étaient enfoncés dans des

**Le lancement d'une procédure contre la Hongrie était nécessaire et urgent**

positions schizophréniques qui torpillaient leur crédibilité démocratique. On doit donc aujourd'hui saluer la réaffirmation ferme et publique, par la droite chrétienne, de son attachement aux idéaux et principes européens. Quel soulagement aussi que d'entendre Manfred Weber, le leader de la CSU allemande, déclarer mercredi que « *l'Union européenne avait inventé les droits humains et non les droits chrétiens* ».

Cette prise de conscience de la droite chrétienne, réjouissante, est aussi fondamentalement

angoissante car elle a tout à voir avec la gravité de la situation politique de l'Europe. C'est la peur qui a fait vaciller les rangs d'un PPE confronté au basculement croissant des électeurs vers les extrêmes. L'heure n'est plus aux petits jeux partisans et à la protection des siens. Il n'y a plus de compromis sur les valeurs démocratiques fondamentales quand les extrêmes droites, ou leurs clones, s'emparent du pouvoir.

Le vote de ce mercredi est à double tranchant : en bétonnant les acquis démocratiques, il risque de maximiser le fossé avec les populistes, de polariser la sphère européenne en deux camps ennemis et de radicaliser certains citoyens qui refusent qu'on leur fasse la « morale ». Mais nombreux sont ceux aujourd'hui qui estiment que l'hésitation ou les positions tièdes ne sont plus de mise. Macron et les libéraux ont annoncé la couleur : l'ennemi est le populiste. Et le vote intervenu hier au Parlement démontre toute l'importance d'un rapport de force au sein des instances européennes. L'électeur peut lui aussi agir, s'il veut empêcher la victoire des partis extrêmes, en votant aux élections européennes.